

0

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LES ENTREPRISES  
DE TRAVAIL ADAPTE DE LA REGION WALLONNE ET DE LA  
COMMUNAUTE GERMANOPHONE (SCP 327.03)**

**Convention collective du 23 novembre 2006 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans les entreprises de travail adapté de la Région wallonne et de la Communauté germanophone**

**CHAPITRE 1er. CADRE JURIDIQUE**

**Article 1er.**

La présente convention de travail est conclue conformément aux dispositions de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, et de l'AR du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non-marchand.

**CHAPITRE II. CHAMP D'APPLICATION**

**Article 2**

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs des entreprises de travail adapté en Région wallonne, subsidiées par l'Agence Wallonne pour l'Intégration des Personnes Handicapées, et en Communauté germanophone, subsidiées par la "Dienststelle fur Personen mit Behinderung"

**CHAPITRE III. DEFINITIONS**

**Article 3**

§1er. Par "travailleur", on entend : les travailleurs masculins et féminins, ouvriers et employés tant valides que moins valides.

§2. Par "parties", on entend les organisations patronales et syndicales qui ont signé la présente convention collective de travail.

§3 Par "comité restreint", on entend le comité qui est composé des porte-parole ou de leurs délégués, des organisations signataires.

§4 Par "fonds social", on entend le fonds qui fut instauré sur la base de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence (Moniteur belge du 7 février 1958) et auquel la gestion du produit mutualisé de la réduction des cotisations est confiée selon les modalités fixées dans l'arrêté ministériel du 20 mai 1998.

Pour les employeurs des entreprises ressortissant de la commission paritaire des entreprises de travail adapté et des ateliers sociaux agréés par l'Agence Wallonne pour l'Intégration des Personnes Handicapées" ou par la "Dienststelle fur Personen mit Behinderung", il s'agit du "Fonds social pour la promotion de l'emploi dans les entreprises de travail adapté", créé par convention collective de travail du 9 septembre 1997 et modifiée par les CCT des 26 mai 1998, 19 septembre 2000 et 18 décembre 2000.

**CHAPITRE IV. REDUCTIONS DES COTISATIONS PATRONALES DE SECURITE SOCIALE**

**Article 4**

Le montant de la réduction de cotisations due aux employeurs est fixé annuellement et par arrêté royal, sur la proposition du Ministre de l'Emploi et du Travail et du Ministre des Affaires Sociales.

Le produit trimestriel de cette réduction de cotisations est calculé comme suit :

Nombre de travailleurs effectuant minimum 33% des prestations au cours du trimestre x

NEERLEGGING-DEPOT  
2006.52703.1534

29-11-2006

REGISTR.-ENREGISTR.

1 2 -01- 2007

NR.

N°

81560

140/32703

354,92 €

#### **Article 5**

Dès le premier avril 2006, les dotations sont versées par trimestre le quinze du premier mois du trimestre. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable, le versement se fait le premier jour ouvrable qui suit le quinze. L'Office National de Sécurité Sociale verse au Fonds Maribel Social, la totalité du produit de la réduction des cotisations auxquelles peuvent prétendre les employeurs selon les modalités définies dans l'AR du 18 juillet 2002.

#### **Article 6**

Le fonds Maribel Social peut affecter au maximum 1,20 % des dotations attribuées aux frais de fonctionnement et de personnel propre.

Le Fonds formule les propositions d'attribution des emplois aux ETA conformément aux dispositions de l'arrêté susmentionné.

### **CHAPITRE V. ENGAGEMENT EN FAVEUR DE L'EMPLOI**

#### **Article 7**

Conformément à l'article 49 de l'AR du 18 juillet 2002, le produit des réductions de cotisations patronales équivalant à 241,70 euros par trimestre (Maribel social 1,2 et 3) est intégralement affecté au financement du salaire mensuel minimum garanti des handicapés tel que prévu par la CCT du 28 juin 1996 et la CCT du 21 octobre 1998 en application de la convention collective de travail n°43 du Conseil National du Travail.

#### **Article 8**

Conformément à l'Arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 1999 modifié par l'Arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000, un montant annuel de 1.560.000 euros est affecté au Fonds social pour le financement d'un minimum de 114 emplois équivalents temps plein, et ce sans préjudice des accords conclus entre les ETA germanophones et la "Dienststelle fur Personen mit Behinderung".

#### **Article 9**

§1. Le solde restant de ce produit des réductions de cotisations patronales, à savoir 113,22 euros (MSIV,MSV,MSVI), doit être intégralement affecté au financement d'emplois supplémentaires dans les ETA wallonnes et germanophones.

§2. Conformément à l'article 14 de l'arrêté royal, s'il se voit obligé de réduire le volume de l'emploi, un employeur ne peut être exclu du bénéfice des avantages du Maribel Social, à condition :

- qu'il déclare au préalable, par lettre recommandée, la réduction du volume de l'emploi au Fonds social, en indiquant la réduction que subit le volume de l'emploi exprimé en équivalents temps plein en application de la réduction proposée pendant une année civile complète ;
- que le Fonds social approuve la proposition de réduction du volume de l'emploi sur base de critères objectifs préalablement établis et par décision motivée.

### **CHAPITRE VI. PROCEDURE D'INTRODUCTION DES CANDIDATURES**

#### **Article 10**

La subvention Maribel Social est accordée aux employeurs qui s'engagent à réaliser une augmentation nette du volume de travail par rapport à l'année civile 2005 après examen du comité de gestion du fonds social.

#### **Article 11**

Les employeurs sollicitant une intervention financière "Maribel Social" introduisent au fonds social un acte de candidature tel qu'annexé par l'arrêté royal susmentionné.

#### **Article 12**

Le fonds social peut demander des informations supplémentaires aux employeurs en vue d'élaborer son rapport semestriel

#### **Article 13**

Les interventions financières aux emplois supplémentaires sont accordées forfaitairement après réception de l'acte de candidature ainsi que des informations relatives aux prestations trimestrielles en fonction des propositions d'attribution formulées par le Fonds Social.

Pour les entreprises de travail adapté wallonnes, l'intervention financière est cumulable avec d'autres aides à l'emploi, à l'exception des aides AWIPH, pour autant qu'elle soit limitée au coût salarial réel qui est à charge de l'employeur.

#### **Article 14**

Le modèle d'acte de candidature ainsi que la liste des documents à y joindre est fixé par le Fonds social.

### **CHAPITRE VII. INTERVENTION FINANCIERE ET AFFECTATION**

#### **Article 15**

Le Fonds social détermine les critères à prendre en compte pour l'approbation des actes de candidature.

#### **Article 16**

§1. Conformément à l'arrêté royal du 18 juillet 2002, les embauches doivent être réalisées au niveau de chaque ETA à un coût salarial annuel brut moyen de maximum 64.937,84 euros , charges patronales incluses. L'intervention du Fonds social est par ailleurs limitée aux prestations rémunérées effectives ou assimilées.

§2. Le montant mentionné à l'article 16 §1 est indexé suivant les règles prévues par les conventions collectives de travail conclues au sein de la CP 327.

§3. Conformément à l'AR du 18 juillet 2002, il faut entendre par « coût salarial » : la rémunération brute du travailleur, majorée des cotisations patronales de sécurité sociale. La rémunération brute comprend la rémunération ainsi que l'ensemble des indemnités et avantages dus au travailleur par ou en vertu de dispositions légales ou réglementaires ainsi que les indemnités et avantages dus en vertu de conventions collectives de travail conclues au sein de l'organe paritaire dont relève l'employeur.

Pour les embauches, priorité sera donnée, en outre, à des fonctions axées sur le renforcement de l'emploi des plus faibles, l'amélioration de l'organisation du travail et l'adaptation ergonomique des postes de travail, d'une part, et à des fonctions destinées à l'amélioration de l'encadrement social et commercial, d'autre part :

Le Fonds Social pour la Promotion de l'Emploi dans les Entreprises de Travail Adapté finance à partir du 2<sup>ième</sup> semestre 2006, en région wallonne et communauté germanophone, dans le cadre :

- de la dotation fédérale Maribel Social, quatrième tranche (46,48€)-cinquième tranche (43,82€)-sixième tranche (22,92€) de la réduction patronale tous les emplois à concurrence de 5.000€ par trimestre sans toutefois dépasser le coût salarial réel du travailleur.

Le Fonds Social pour la Promotion de l'Emploi dans les Entreprises de Travail Adapté

finance en région wallonne dans le cadre :

- de la dotation régionale Maribel Social fixée par Arrêté du Gouvernement wallon 29 avril 1999 modifié par l'Arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 finançant trimestriellement :
  1. des emplois de production à concurrence de 2.478,94 euros
  2. des emplois d'encadrement à concurrence de 3.718,40 euros

#### Article 17

Les décisions et propositions du Fonds sont transmises aux ministres compétents et au président de la commission paritaire.

### **CHAPITRE VIII. GARANTIES D'UTILISATION INTEGRALE DU PRODUIT DE REDUCTIONS DE COTISATION A LA CREATION D'EMPLOIS.**

#### **Article 18**

Chaque employeur qui bénéficie d'une intervention financière du Fonds social doit fournir chaque pour le 31 janvier au plus tard, un rapport détaillé audit Fonds. Un modèle de rapport sera élaboré par le Fonds social. Le non-respect de ces dispositions donnera lieu à des sanctions déterminées par le Fonds social.

#### Article 19

§1. Ce rapport doit reprendre au moins les éléments suivants :

- le nombre total d'emplois exprimé en travailleur physique et en équivalent temps plein pour la période de référence et la période concernée ;
- la liste nominative des emplois supplémentaires engagés grâce à l'intervention financière du Fonds social avec le régime de travail, leur fonction et leur barème.
- §2. Si nécessaire, le Fonds social peut demander des informations complémentaires.

### **CHAPITRE IX. CALENDRIER DE REALISATION DE L'AUGMENTATION NETTE DU NOMBRE D'EMPLOIS**

#### **Article 20**

Les nouveaux engagements et l'augmentation du volume global de l'emploi sont réalisés dans les six mois qui suivent la notification de la décision d'intervention financière du Fonds social.

### **CHAPITRE X. DISPOSITIONS FINALES ET DUREE DE VALIDITE**

#### **Article 21**

La présente convention collective de travail abroge et remplace à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2006 la convention collective de travail du 18 décembre 2000 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans les entreprises de travail adapté, déposée au Greffe du Service des Relations Collectives de Travail le 24 janvier 2001 et enregistrée le 9 février 2001 sous le numéro 56416/CO/3270000.

#### Article 22

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2006 et elle est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au Président de la commission paritaire pour les entreprises de travail adapté et les ateliers sociaux.

**PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE BESCHUTTE WERKPLAATSEN VAN HET WAALSE GEWEST ENDE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP. (PSC327.03)**

**Collectieve arbeidsovereenkomst van 23 november 2006 houdende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling in de beschutte werkplaatsen van het Waalse Gewest en van de Duitstalige Gemeenschap**

**HOOFDSTUK I. JURIDISCH KADER**

**Artikel 1.**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten overeenkomstig de bepalingen van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités en van het KB van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector.

**HOOFDSTUK II. TOEPASSINGSGBIED**

**Artikel 2.**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers van de beschutte werkplaatsen in het Waalse Gewest, gesubsidieerd door "l'Agence Wallonne pour l'Intégration des Personnes Handicapées", en in de Duitstalige Gemeenschap, gesubsidieerd door de "Dienststelle für Personen mit Behinderung".

**HOOFDSTUK III. DEFINITIES**

**Artikel 3.**

§1. Onder "werknemer" wordt verstaan: de mannelijke en vrouwelijke werknemers, arbeiders en bedienden, zowel validen als mindervaliden.

§2. Onder "partijen" wordt verstaan: de werkgevers- en werknemersorganisaties die deze collectieve arbeidsovereenkomst hebben ondertekend.

§3. Onder "beperkt comité" wordt verstaan: het comité dat is samengesteld uit de woordvoerders of hun afgevaardigden van de ondertekenende organisaties.

§4. Onder "sociaal fonds" wordt verstaan: het fonds dat werd opgericht op basis van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid (Belgisch Staatsblad van 7 februari 1958) en aan wie het beheer van de gemutualiseerde som van de bijdrageverminderingen wordt toegekend volgens de modaliteiten bepaald in het ministerieel besluit van 20 mei 1998.

Voor de werkgevers van de ondernemingen die ressorteren onder het paritair comité voor de beschutte werkplaatsen en de sociale werkplaatsen erkend door "l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" of door de "Dienststelle für Personen mit Behinderung" gaat het om het "Sociaal Fonds voor de bevordering van de tewerkstelling in de beschutte werkplaatsen", opgericht door de collectieve arbeidsovereenkomst van 9 september 1997 en gewijzigd door de cao's van 26 mei 1998, 19 september 2000 en 18 december 2000.

**HOOFDSTUK IV. VERMINDERING VAN DE WERKGEVERSBIJDRAGEN VOOR DE SOCIALE ZEKERHEID**

**Artikel 4.**

Het bedrag van de bijdrageverminderingen voor de werkgevers wordt jaarlijks bij koninklijk besluit vastgelegd, op voordracht van de Minister van Werk en van de Minister van Sociale Zaken.

De kwartaalopbrengst van deze bijdragevermindering wordt als volgt berekend:

Aantal werknemers dat minimaal 33 % uitoefent van de prestaties tijdens het kwartaal x 354,92 €

**Artikel 5**

Vanaf 1 april 2006 worden de toelagen per firma gestort op de vijftiende van de  
29-11-2006 12-01-2007

rfctHLÉGGING-DEPOT | REGISTR.-ENREGISTR. | NR

81560 16 | 32703

eerste maand van het kwartaal. Als deze dag geen werkdag is, gebeurt de storting op de eerste werkdag die volgt op de vijftiende. De Rijksdienst voor Sociale Zekerheid stort de volledige opbrengst van de bijdragevermindering waarop de werkgevers aanspraak kunnen maken aan het Fonds Sociale Maribel volgens de modaliteiten bepaald in het KB van 18 juli 2002.

**Artikel 6**

Het Fonds Sociale Maribel mag maximaal 1,20 % van de toegekende toelagen gebruiken voor de werkingskosten en het eigen personeel. Het Fonds formuleert de voorstellen tot toekenning van de banen aan de BW overeenkomstig de bepalingen van voornoemd besluit.

**HOOFDSTUK V. VERBINTENIS INZAKE TEWERKSTELLING**

**Artikel 7**

Overeenkomstig artikel 49 van het KB van 18 juli 2002 wordt de opbrengst van de bijdrageverminderingen voor de werkgevers die overeenkomt met € 241,70 per kwartaal (Sociale Maribel 1,2 en 3) volledig aangewend voor de financiering van het gewaarborgd minimum maandinkomen van de gehandicapten, zoals bepaald door de cao van 28 juni 1996 en de cao van 21 oktober 1998 bij toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van de Nationale Arbeidsraad.

**Artikel 8**

Overeenkomstig het Besluit van de Waalse Regering van 29 april 1999, gewijzigd door het Besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 wordt een jaarlijks bedrag van € 1.560.000 aangewend door het Sociaal Fonds voor de financiering van minimaal 114 voltijds equivalente banen en dit ongeacht de akkoorden gesloten tussen de Duitstalige BW en de "Dienststelle für Personen mit Behinderung".

**Artikel 9**

§1. Het overblijvende saldo van de opbrengst van de bijdrageverminderingen voor werkgevers, namelijk € 113,22 (SM IV, SM V, SM VI) moet integraal aangewend worden voor de financiering van bijkomende banen in de Waalse en Duitstalige BW.

§2. Overeenkomstig artikel 14 van het koninklijk besluit mag een werkgever, als hij zich verplicht ziet om het tewerkstellingsvolume te verminderen, niet uitgesloten worden van de voordelen van de Sociale Maribel, op voorwaarde dat:

- hij, voorafgaand, per aangetekende brief, de vermindering van het tewerkstellingsvolume meldt aan het Sociaal Fonds, door de vermindering aan te duiden die het tewerkstellingsvolume ondergaat, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, bij toepassing van de vermindering voorgesteld tijdens een volledig kalenderjaar;
- het Sociaal Fonds het voorstel tot vermindering van het tewerkstellingsvolume goedkeurt op basis van objectieve criteria die vooraf werden opgesteld en via een gemotiveerde beslissing.

**HOOFDSTUK VI. PROCEDURE TOT AANVAARDING VAN DE KANDIDATEN**

**Artikel 10**

De toelage Sociale Maribel wordt toegekend aan de werkgevers die zich ertoe verbinden om een netto verhoging te verwezenlijken van het arbeidsvolume tegenover het kalenderjaar 2005, na onderzoek door het beheerscomité van het sociaal fonds.

**Artikel 11**

De werkgevers die een financiële tegemoetkoming "Sociale Maribel" vragen, dienen bij het sociaal fonds een kandidatuurstelling in, als bijlage bij voornoemd koninklijk besluit

gevoegd.

### **Artikel 12**

Het sociaal fonds kan bijkomende inlichtingen vragen aan de werkgevers om haar semestrieel verslag op te stellen.

### **Artikel 13**

De financiële tegemoetkomingen voor bijkomende banen worden forfaitair toegekend na ontvangst van de kandidatuurstelling, evenals van de informatie betreffende de trimestriële prestaties in functie van de voorstellen tot toekenning, geformuleerd door het Sociaal Fonds.

Voor de Waalse beschutte werkplaatsen kan de financiële tegemoetkoming gecumuleerd worden met andere tewerkstellingshulp, met uitzondering van AWIPH-hulp, voor zover zij beperkt is tot de werkelijke loonkosten die ten laste zijn van de werkgever.

### **Artikel 14**

Het model van kandidatuurstelling, evenals de bij te voegen lijst van documenten wordt vastgelegd door het Sociaal Fonds.

## **HOOFDSTUK VII. FINANCIËLE TEGEMOETKOMING EN AANWENDING**

### **Artikel 15**

Het Sociaal Fonds bepaalt de criteria die in aanmerking moeten genomen worden voor de goedkeuring van de kandidatuurstellingen.

### **Artikel 16**

§1. Overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 juli 2002 moeten de aanwervingen gebeuren op het niveau van elke BW tot een gemiddeld bruto jaarloon van maximaal € 64.937,84, werkgeverslasten inbegrepen. De tegemoetkoming van het Sociaal Fonds wordt trouwens beperkt tot de effectief of gelijkgestelde vergoede prestaties.

§2. Het bedrag vermeld in artikel 16 §1 wordt geïndexeerd volgens de regels bepaald door de collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten in PC 327.

§3. Overeenkomstig het KB van 18 juli 2002, moet onder "loonkosten" worden verstaan: het brutoloon van de werknemer, vermeerderd met sociale zekerheidsbijdragen van de werkgever. Het brutoloon omvat het loon en alle vergoedingen en voordelen verschuldigd aan de werknemer door of krachtens wettelijke of reglementaire bepalingen, evenals de vergoedingen en voordelen verschuldigd krachtens collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten in het paritair orgaan waarvan de werkgever afhangt. Voor de aanwervingen zal bovendien voorrang worden gegeven aan functies gericht op de versterking van de tewerkstelling van de zwaksten, de verbetering van de arbeidsorganisatie en de ergonomische aanpassing van de arbeidsplaatsen enerzijds en aan functies bestemd voor de verbetering van de sociale en commerciële omkadering anderzijds:

Het "Sociaal Fonds voor de bevordering van de tewerkstelling in de beschutte werkplaatsen" financiert vanaf het 2de semester 2006 in het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap in dit kader van:

- de federale dotatie Sociale Maribel, vierde schijf (46,48€)- vijfde schijf (43,82€)- zesde schijf (22,92€) van de werkgeversvermindering. Alle betrekkingen tot € 5.000 € per kwartaal zonder de werkelijke loonkosten van de werknemer te overschrijden.

werkplaatsen" financiert in het Waalse Gewest in het kader van:

- de gewestelijke dotatie Sociale Maribel bepaald door Besluit van de Waalse Regering van 29 april 1999 gewijzigd door het Besluit van de Waalse Regering van 7 november 2002 tot trimestriële financiering van:
  1. de productiebanen voor een bedrag van € 2.478,94
  2. de omkaderingsbanen voor een bedrag van € 3.718,40

#### **Artikel 17**

De beslissingen en voorstellen van het Fonds worden bezorgd aan de bevoegde ministers en aan de voorzitter van het paritair comité.

### **HOOFDSTUK VIII. WAARBORGEN INZAKE INTEGRAAL GEBRUIK VAN DE SOM VAN DE BIJDRAGEVERMINDERINGEN VOOR DE OPRICHTING VAN BANEN.**

#### **Artikel 18**

Elke werkgever die een financiële tegemoetkoming van het Sociaal Fonds geniet moet elk jaar, uiterlijk op 31 januari, een gedetailleerd verslag aan dit Fonds bezorgen. Een model van verslag zal worden opgesteld door het Sociaal Fonds. De niet-naleving van deze bepalingen zal aanleiding geven tot de sancties bepaald door het Sociaal Fonds.

#### **Artikel 19**

§1. Dit verslag moet ten minste de volgende elementen bevatten:

- de totale tewerkstelling uitgedrukt in fysieke personen en in voltijdse equivalenten voor de referentieperiode en de betrokken periode;
- een nominatieve lijst van de bekomen banen gecreëerd dankzij de financiële tegemoetkoming van het Sociaal Fonds met het arbeidsstelsel, hun functie en hun loonschaal.

§2. Indien nodig mag het Sociaal Fonds bijkomende informatie vragen.

### **HOOFDSTUK IX. KALENDER VAN VERWEZENLIJING VAN DE NETTOVERHOOGING VAN HET AANTAL BANEN**

#### **Artikel 20**

De nieuwe aanwervingen en de verhoging van het totale tewerkstellingsvolume zullen uitgevoerd worden binnen de zes maanden volgend op de kennisgeving van de beslissing tot financiële tegemoetkoming van het Sociaal Fonds.

### **HOOFDSTUK X. SLOTBEPALINGEN EN GELDIGHEIDSDUUR**

#### **Artikel 21**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst herroept en vervangt vanaf 1 oktober 2006 de collectieve arbeidsovereenkomst van 18 december 2000 houdende maatregelen tot bevordering van de tewerkstelling in de beschutte werkplaatsen, neergelegd op de Griffie van de Dienst van de Collectieve Arbeidsbetrekkingen op 24 januari 2001 en geregistreerd op 9 februari 2001 onder het nummer 56416/CO/3270000.

#### **Artikel 22**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt van kracht op 1 oktober 2006 en is gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan door elk van de partijen worden opgezegd via een opzeggingstermijn van drie maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de Voorzitter van het paritair comité voor de beschutte werkplaatsen en de sociale werkplaatsen.